

**Arabie saoudite - Union européenne
- Brésil - Entretien de M. Jean-Yves
Le Drian, ministre de l'Europe et
des affaires étrangères avec RTL -
Extraits**

(Paris, 31 octobre 2018)

Bonjour, Jean-Yves Le Drian,

Bonjour,

Merci beaucoup d'être avec nous ce matin sur RTL. Evidemment, on est impatient de vous entendre sur l'affaire Khashoggi, en Arabie saoudite le prince Mohammed Ben Salmane incarnait, jusqu'à récemment, l'ouverture, un nouveau visage de son pays, et puis a éclaté ce scandale du meurtre de ce journaliste, opposant au régime. Est-ce que vous n'avez pas l'impression d'avoir été dupé par le prince ?

D'abord, c'est un crime, ce qui vient de se passer, un crime d'autant plus odieux qu'il a eu lieu dans une enceinte consulaire. C'est un crime contre un journaliste, contre les droits fondamentaux de l'humanité, au-delà de la personne de Monsieur Khashoggi. Il importe que ce crime soit puni, que les auteurs soient identifiés, que la vérité soit faite. Aujourd'hui, même si les autorités saoudiennes ont reconnu qu'il y avait un meurtre, aujourd'hui, le compte n'y est pas, la vérité n'est pas au rendez-vous, il faut qu'elle soit au rendez-vous, il faut donc que les enquêtes se poursuivent.

Est-ce que vous avez confiance en la justice saoudienne ? Vous connaissez bien l'Arabie saoudite. Pensez-vous qu'un jour la vérité peut éclater ?

Nous serons très exigeants sur cette nécessité. Et tant que les responsabilités et les circonstances de ce meurtre ne seront pas affichées, annoncées, évaluées, nous serons exigeants pour avoir la vérité. Aujourd'hui, elle n'est pas au rendez-vous.

Vous qui connaissez bien la structure même de ce régime, Jean-Yves Le Drian, est-ce que vous pouvez imaginer que ce crime contre M. Khashoggi ait été commis sans l'aval des autorités ?

C'est aux autorités de le dire, et c'est la raison pour laquelle nous souhaitons que la plus grande clarté, la plus grande transparence soit établie sur cet acte. Il y a deux enquêtes en cours : une diligentée par l'Arabie saoudite, l'autre par la Turquie ; il faut que ces deux enquêtes aillent jusqu'au bout, et en fonction de la manière dont cette enquête sera achevée, en fonction des

résultats qui seront annoncés, nous prendrons les sanctions nécessaires à l'égard des coupables.

Donc, si le pouvoir était incriminé, quelles leçons en tireriez-vous ?

Nous en tirerions les conséquences.

C'est-à-dire ? Vous dites les conséquences, mais vous ne dites pas lesquelles.

Je ne donne pas les résultats de l'enquête avant qu'elle ne soit achevée. Je viens de vous dire qu'il faut la poursuivre jusqu'à son terme, et c'est en fonction de l'identification des coupables, de la transparence qui sera faite, que nous prendrons les sanctions nécessaires et nous ne nous interdisons rien sur ces sanctions.

Permettez-moi, je repose la question : si le pouvoir saoudien était incriminé au coeur, quelles leçons vous en tireriez ?

Nous prendrions à ce moment-là les initiatives nécessaires en collaboration avec nos partenaires européens, mais pour l'instant l'enquête est en cours, donc je ne vais pas anticiper, nous disons simplement que les résultats d'aujourd'hui ne sont pas au rendez-vous, le compte n'y est pas.

Riyad a d'abord dit, on le rappelle, que le journaliste était sorti du consulat, puis il a admis qu'il y avait eu une rixe qui aurait mal tourné, ensuite il a parlé d'un meurtre dans une opération non autorisée. Cela progresse notamment, vous l'avez dit, il y a une enquête turque, sous la pression du numéro un turc Recep Erdogan, est-ce lui qui a toutes les pièces ?

Cela progresse sous la pression de la Turquie, sous la pression internationale. Cela progresse aussi par ce que nous disons, par l'exigence de vérité que nous affichons, mais aussi parce que le président Macron a appelé le roi pour lui demander la totale vérité sur le sujet.

Quand Recep Erdogan dit : " J'ai toutes les pièces ", il bluffe ?

Il faut qu'il les montre. Cela fait partie de l'enquête.

Vous pensez qu'il bluffe ?

Il faut qu'il y ait tous les éléments au rendez-vous. Je n'ai pas à me prononcer sur le comportement de Monsieur Erdogan, ce que nous souhaitons, c'est que toutes les pièces soient mises au dossier.

Vous connaissez bien le prince, vous l'avez rencontré à plusieurs reprises. C'est un homme qui a plu à l'Occident, par ses ouvertures, en accordant des droits supplémentaires aux femmes, en ouvrant le régime à d'autres commerces par exemple. C'est un homme dont vous soupçonnez qu'il puisse être brutal ?

Je n'ai pas de jugement à porter sur le comportement individuel de tel ou tel, ce que je constate c'est que le prince Mohammed Ben Salmane avait engagé l'Arabie dans la voie des réformes, qu'elles soient économiques ou sociétales, même si l'on savait que sa tâche était difficile. Je ne fais pas de lien entre l'assassinat de ce journaliste et les réformes en Arabie saoudite, mais là encore, pour l'intérêt de l'Arabie saoudite, pour son image, il faut que l'Arabie saoudite dise la vérité.

Et lui, il peut en sortir indemne ?

On verra.

En tout état de cause, est-ce que déjà il est affaibli dans le régime ?

Déjà, le fait que l'Arabie saoudite soit hésitante sur l'ampleur de l'enquête et sur la nécessité de dire la vérité est un mauvais signe, mais il faut aller jusqu'au bout.

Vous êtes le patron de la diplomatie, par définition vous "marchez sur des oeufs" sur des affaires aussi sensibles. Vous avez condamné le meurtre, mais vous n'avez pas pris des mesures, comme d'autres, qui ont été plus prompts à le faire, comme l'Allemagne, qui a annoncé qu'elle allait stopper ses ventes d'armes à l'Arabie saoudite. Vous faites de la Realpolitik, Jean-Yves Le Drian.

Non, j'exige la vérité. Et la vérité c'est que les enquêtes aillent jusqu'au bout et que l'on désigne des coupables.

Elle va trop vite, l'Allemagne ?

Je pense qu'il faut attendre la fin de l'enquête pour désigner les coupables, les identifier et prendre des sanctions, à l'égard des coupables. On prend d'abord des sanctions à l'égard d'un coupable, ensuite on prend des sanctions à l'égard d'un Etat.

Elle fait de la démagogie, l'Allemagne ? Le mot a été prononcé par Emmanuel Macron.

L'Allemagne a pris des initiatives, je trouve, en anticipation par rapport à la réalité. L'Arabie saoudite est un grand pays, c'est un partenaire stratégique de la France et un partenaire stratégique de l'Europe, c'est aussi un élément de stabilité dans la région. Donc, avant d'agir contre un Etat, il faut agir contre des coupables, et nous voulons que les coupables soient

désignés.

Est-ce que vous diriez que la France, contrairement à l'Allemagne, ne peut pas se passer non plus de recettes sur les ventes à l'Arabie saoudite, compte tenu de sa balance extérieure, excessivement déficitaire, ce qui n'est pas le cas de l'Allemagne. Cela joue ?

Nous ne sommes absolument pas dépendants de nos relations économiques avec l'Arabie saoudite. Les propos que je viens de tenir concernent l'équilibre géopolitique de la région et le fait que nous avons, avec l'Arabie saoudite, depuis très longtemps, depuis de nombreuses années, un partenariat stratégique et il ne faut pas non plus...

Et aussi commercial. Stratégique, géopolitique.

...sur les ventes d'armes, il y a un petit peu d'irréalisme, parce que, quand on regarde la part de l'Arabie saoudite dans les ventes d'armes de la France, cela tourne autour de 7 %, donc nous ne sommes pas dépendants de l'Arabie saoudite à cet égard, nous ne sommes pas non plus indépendants de nos intérêts financiers et économiques dans la région, et cela ne concerne pas que les armes, il y a aussi le pétrole, l'environnement, les infrastructures de transport, tout cela fait partie de notre relation, mais l'essentiel de nos relations, c'est la relation stratégique.

On surestime les ventes d'armes à l'Arabie Saoudite ?

En Arabie Saoudite, bien sûr.

Les chiffres qui circulent sont faux ?

Je vous dis, aux environs de 7 % de notre propre vente d'armes au niveau international. On parle d'un certain nombre de chiffres parce qu'à un moment donné, il y a trois ou quatre ans, on a engagé des travaux de rénovation de la flotte maritime de guerre de l'Arabie saoudite, cela a fait un pic d'intervention, mais c'était des réparations sur des frégates qui avaient été vendues il y a plusieurs années à l'Arabie saoudite.

Donc on a bien compris, vous attendez, vous exigez la vérité dans cette enquête et c'est seulement sur la base de cela que vous envisagez des sanctions ou en tout cas vous en tirerez les conséquences, sans nous dire précisément de quoi il s'agit ce matin. Jean-Yves Le Drian, le départ annoncé d'Angela Merkel est une perte pour le rêve européen d'Emmanuel Macron ?

Madame Merkel est toujours là, elle a simplement dit qu'elle ne serait plus là en 2021, d'ici là la grande coalition continue, l'action commune franco-allemande se poursuit, même si elle a mis un terme à sa vie politique en 2021. Il y a encore trois ans d'actions en commun avec l'Allemagne. On constate que la grande coalition a subi des déconvenues, encore qu'il faut préciser que ce n'est pas un effondrement, quand le SPD fait 20 % des voix, et quand le parti de Madame Merkel fait 28 % des voix. C'est un avertissement pour la grande coalition,

certainement, mais cela ne remet pas en cause la dynamique du couple franco-allemand, qui est essentielle pour les échéances à venir au niveau européen. Nous avons eu il y a peu de temps un sommet au mois de juin en Allemagne, nous avons défini la feuille de route à la fois pour l'action franco-allemande, mais aussi pour les initiatives européennes. Dans quelques semaines nous serons amenés à signer un nouveau traité de l'Elysée, qui confortera la relation spécifique que la France a avec l'Allemagne depuis de nombreuses années.

Mais, Jean-Yves Le Drian, permettez de vous interrompre quelques instants, parce qu'en termes de résultats de ce grand axe franco-allemand, on reste quand même sur sa faim et à raison....

Pourquoi ?

Parce qu'il n'y a pas vraiment de budget franco-allemand, parce qu'il n'y a pas de fiscalité européenne, parce qu'il n'y a pas de politique sociale européenne, parce que, à l'évidence l'Europe est à l'arrêt, Jean-Yves Le Drian.

Pas du tout. L'Europe est en marche, parce que ce que l'on sous-estime depuis quelques mois, c'est les avancées européennes qui se sont produites au fur et à mesure des semaines passées. Je vais vous donner...

Bruno Le Maire qui tente...

Je vais vous donner des exemples.

... de faire voter une taxe par exemple contre les GAFA Europe, il s'oppose à qui ?

On va y arriver.

A l'Allemagne. L'Allemagne ne veut pas.

Oui, mais on va y arriver. Je remarque ce qui s'est passé depuis plusieurs mois. On s'attendait à ce que la directive sur le détachement des travailleurs en Europe ne soit pas validée, cela a été validé. On s'interrogeait sur la mise en oeuvre du socle social de l'Union européenne, cela a été validé à Göteborg. On s'interrogeait sur la défense européenne, et voilà que ce que l'on ne pouvait pas imaginer il y a encore quelques mois, que l'Europe décide, sous l'impulsion franco-allemande, de créer un fonds européen de défense. On s'interrogeait sur la capacité de la zone euro, et voilà qu'au sommet de juin dont je parlais il y a un instant, on décide de faire en sorte d'avancer dans le budget de la zone euro et d'avoir progressivement un budget commun d'investissement et de stabilisation par rapport aux crises. L'Europe avance, on ne le dit pas suffisamment, même si il y a encore beaucoup de progrès à faire. On s'attendait à ce qu'il y ait une crise sur l'immigration, et l'Europe, en juin, puis en octobre il y a quelques jours, vient de se mettre d'accord sur les paramètres fondamentaux de la maîtrise des migrations en

Europe. Donc je constate que cela avance ! Donc disons les choses qui vont bien quand les choses vont bien.

Cela avance dans un climat extrêmement tendu, est-ce qu'Emmanuel Macron a raison de prendre de front, encore vendredi dernier à Bratislava, les dirigeants hongrois et polonais, comme il l'a fait, en dénonçant des esprits fous qui en Hongrie et en Pologne, je cite, mentent à leur peuple, sur l'Europe. Est-ce qu'il a raison d'entretenir cette querelle binaire, cet affrontement ?

Il a raison de montrer comment l'Europe avance, il a raison aussi de montrer que les grands défis que nous avons devant nous, le défi migratoire, le défi climatique, le défi de l'innovation, le défi de la transition numérique...

Est-ce qu'il faut en rester à ce clivage, Jean-Yves Le Drian ?

Ces grands enjeux nécessitent une Union européenne forte, parce que sur ces enjeux, sur ces défis, aucun pays ne peut avancer tout seul. Donc il a raison de rappeler ces grands défis qui sont devant nous, et puis il a raison aussi de rappeler à l'égard de la Pologne et à l'égard de la Hongrie, les fondamentaux de l'Union européenne...

Les valeurs de l'Europe.

Les valeurs, et le respect du droit et l'indépendance de la justice.

Il ne faut pas qu'il y ait une nuance pour gagner les élections européennes ? Il ne faut pas qu'Emmanuel Macron ait une nuance un peu quand même ? Ce n'est pas excluant ce clivage progressistes-nationalistes ?

L'affirmation de ses engagements, qu'il vient de faire, est accueillie de manière très positive dans beaucoup de pays européens, il vient d'aller en Slovaquie et en République tchèque où il a été accueilli comme porteur de l'espoir européen. C'est ce qu'il faut que nous puissions partager ensemble surtout au moment où nous allons marquer le 100ème anniversaire de la fin de la guerre 14/18.

Ce sera effectivement le 11 novembre dans un grand événement qu'organise le gouvernement français. Deux questions très rapides s'il vous plaît, votre réponse si possible. Comment vous caractérisez le nouveau pouvoir brésilien ?

C'est un pouvoir d'extrême-droite qui flirte avec des valeurs que nous avons toujours combattues en Europe. C'est inquiétant, c'est la suite d'une crise successive liée à la corruption, aux violences urbaines et puis de la destitution de Madame Rousseff et aussi à l'emprisonnement de Lula. Maintenant il importe de le voir sur les rendez-vous. Il avait annoncé qu'il ne respecterait pas l'accord de Paris, il vient de dire qu'il allait modifier sa

position. Il avait annoncé qu'il remettait en cause la Constitution, il vient de dire le contraire. Donc, nous constaterons sur les faits les positionnements de ce nouveau président. C'est un grand pays le Brésil, nous avons dans ce pays beaucoup d'intérêts, les intérêts de la France sont énormes, il faut donc vérifier dans les faits ses engagements, pour éventuellement collaborer, mais d'abord, il faut qu'il respecte le droit. (...)

Merci Monsieur le Ministre d'avoir été notre invité.

Merci./.